

9ème législature

Question N° : 40631	de M. Duromea André (Communiste - Seine-Maritime)	QE
Ministère interrogé :	affaires étrangères	
Ministère attributaire :	affaires étrangères	
	Question publiée au JO le : 18/03/1991 page : 996	
	Réponse publiée au JO le : 15/04/1991 page : 1494	
Rubrique :	Politique exterieure	
Tête d'analyse :	Rwanda	
Analyse :	Armee francaise. role	
<u>Texte de la QUESTION :</u>	<p>M Andre Duromea tient a attirer l'attention de M le ministre d'Etat, ministre des affaires etrangeres, sur la situation au Rwanda et les violations aux droits de l'homme qui s'y produisent. Il lui rappelle qu'il l'avait interpelle des le debut des evenements, a savoir le 19 octobre dernier, par un courrier reste jusqu'a ce jour sans reponse, sur les causes et les consequences de cette crise et sur la presence des troupes francaises en ce pays. Il lui signale donc que des atrocites continuent d'etre perpetrees par le Gouvernement rwandais a l'encontre de « rebelles », qui ne se revelent etre que des Rwandais d'une autre ethnie chasses du pays il y a trente ans. Il se pose egalement la question de savoir si l'utilisation par un bimensuel pro-gouvernemental (Kangura) d'une pretendue caution de M le President de la Republique francaise ne necessiterait pas un dementi formel du gouvernement francais et une condamnation sans equivoque des crimes commis. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui faire connaitre sa position en ce domaine et les actions qu'il compte mener afin de clarifier la position du Gouvernement francais.</p>	
<u>Texte de la REPONSE :</u>	<p>Reponse. - L'honorable parlementaire a bien voulu interroger le ministre d'Etat, ministre des affaires etrangeres sur le role joue par la France au Rwanda et en particulier sur la mission confiee aux troupes francaises qui y ont ete envoyees ainsi que sur les demarches entreprises par la France pour favoriser l'introduction de la democratie. La France et le Rwanda sont lies par un accord d'assistance militaire, signe le 18 juillet 1975. Dans le cadre de cet accord et repondant a la demande du president rwandais, le President de la Republique a decide le 4 octobre 1990 l'envoi d'une compagnie, puis quelques jours plus tard d'une deuxieme compagnie de parachutistes dont la mission exclusive etait la protection de la communaute francaise. Ainsi, les elements francais ont contribue, au mois d'octobre, a l'evacuation sur la France de la plupart des Francais residant au Rwanda. Ces ressortissants etant rentres au Rwanda et la situation s'etant a nouveau deterioree dans le nord du pays, les militaires francais ont permis le repli sur Kigali de 185 ressortissants etrangers bloques a Ruhengeri le 24 janvier 1991 et de 63 autres ressortissants demeures a Gisenyi, le lendemain. A aucun moment, les troupes francaises n'ont ete melees aux combats. Par ailleurs, depuis plusieurs mois, la France n'a pas menage ses efforts pour exhorter les autorites de Kigali a ouvrir un dialogue avec la rebellion, a perseverer dans la voie de l'ouverture democratique et du respect des droits de l'homme. Ces efforts ont pris des formes multiples : entretien de l'ambassadeur de France a Kigali avec le president Habyarimana, lettre du President Mitterrand au chef de l'Etat rwandais, demarches de la Communaute europeenne (notamment celles du 23 janvier et du 18 fevrier).</p>	

Ces diverses interventions ont notamment concerne les conditions de deroulement des proces politiques qui ont commence le 3 janvier 1991 a Kigali. Les points suivants ont ainsi ete abordes : la defense des accuses, la possibilite pour des etrangers d'etre admis dans les fonctions d'avocat, la presence d'observateurs aux proces. La France s'est aussi particulierement emue des peines de mort prononcees. A ce sujet, il convient de rappeler que 1 500 condamnations a mort ont ete commuees au Rwanda depuis 1987 et qu'aucune sentence n'a ete appliquee depuis 1982. En tout etat de cause, la France restera vigilante sur ce point comme sur les autres et continuera ses efforts aupres des autorites de Kigali afin de les convaincre de l'importance de la democratisation comme prealable a la resolution du conflit qui affecte le Rwanda aujourd'hui.